

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS BIOPOMMERIA

ZAC des champs de Lescaze
47310 Roquefort

Références : **2024-2681 CA**

Code AIOT : 0006309738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement SAS BIOPOMMERIA, implanté à CHAMP DE LA CROIX, LA POMMERAIE SUR SEVRE, 85700 Sèvremont. L'inspection a été annoncée le 28/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection n'est pas réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel des contrôles (PPC) mais dans le cadre d'un contrôle conjoint à l'agrément sanitaire de biopommeria avec le service santé protection animale de la DDPP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS BIOPOMMERIA
- CHAMP DE LA CROIX LA POMMERAIE SUR SEVRE 85700 Sèvremont
- Code AIOT : 0006309738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS BIOPOMMERIA exploite une unité autorisée par l'arrêté interdépartemental n°18-DRCTAJ_1-681 du 27 novembre 2018 pour méthaniser de la matière végétale brute, des effluents d'élevage, et autres déchets non dangereux pour 185 t/j de matières traitées sous le régime des rubriques ICPE 3532, 2781-1-a et 2781-2. Des donner actes successifs de 2020 à 2024, ont pris en compte des modifications et des aménagements sur le site et en stockage déporté. En 2023, il a été autorisé une augmentation d'intrants à 214 t/j (+ 29 t/j) avec l'engagement de biopommeria à déposer une demande d'autorisation environnementale pour la mise à jour du plan d'épandage correspondant. Ce dossier a été déposé et instruit. Il a été jugé recevable et va rentrer en phase d'enquête publique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions d'admission des déchets et matières traitées	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Conditions d'admission des déchets et matières traitées	Arrêté Préfectoral du 27/11/2018, article 2.3.1	Demande d'action corrective	14 jours
4	Conditions d'admission des déchets et matières traitées	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Conditions d'admission des déchets et matières traitées	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Conditions d'admission des déchets et matières traitées	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagement général des installations	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 7	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SAS BIOPOMMERIA s'approvisionne en intrants dont la provenance n'est pas toujours située dans

leur zone de chalandise autorisée, et en glycérine issues de graisses animales, dont le classement n'est pas garanti hors catégorie 1 (C1). Concernant ces glycérides, l'information préalable (article 14 de l'arrêté du 10/11/2009), son complément éventuel (article 15 de l'arrêté du 10/11/2009) et toutes les rubriques de son enregistrement (article 16 de l'arrêté du 10/11/2009) n'ont pas été examinés le jour de l'inspection et restent à fournir.

2-4) *Fiches de constats*

N° 1 : Aménagement général des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 7
Thème(s) : Autre, capacité de l'installation
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les conditions de fonctionnement, la capacité journalière, en tonnes brutes de matière traitée (t/j)
Constats : Le bilan des intrants du 18/11/2023 au 18/11/2024 donne un total de 63664 t. Le tonnage autorisé de 78000 t (214 t/j) est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'admission des déchets et matières traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 17
Thème(s) : Autre, déchets interdits dans l'installation
Prescription contrôlée : sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002
Constats : Dans son bâtiment principal d'accueil des matières, la SAS BIOPOMMERIA dispose de 2 cuves de 40 m ³ destinées à recevoir des glycérides pour compléter le bol alimentaire de son digesteur. Actuellement, ces cuves sont remplies au tiers (environ 30 % au vu de l'écran de contrôle) d'une glycérine d'origine végétale. Il s'agit de glycérine en provenance de TERRIAL -SAIPOL - Grand Couronne (origine 100% végétale) du 13/11/24. En revanche, suite à l'analyse du service d'inspection des sous-produits animaux à la DDPP85, des glycérides arriveraient régulièrement en provenance d'Espagne, d'usines de fabrication de biodiesel. Ces glycérides ne sont pas hygiénisés. Elles sont issues de graisses animales, donc sont classées en sous-produit C1, C2 ou C3. Ces glycérides proviennent de « biodiesel aragon » (Espagne). Cet établissement traiterait des matières grasses, non seulement C2 et C3 mais aussi C1. Ces glycérides apportées à Biopommeria ne justifient pas d'une garantie sanitaire suffisante pour ne pas être classées en catégorie C1. L'exploitant n'a pas ce type de glycérine en stock aujourd'hui et en a stoppé tout approvisionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conditions d'admission des déchets et matières traitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, nature et origine des matières
Prescription contrôlée : la zone de collecte des déchets provient des départements de Vendée et Deux-Sèvres, et des départements limitrophes.
Constats : Au vu du bilan des intrants entre le 18/11/2023 et le 18/12/224, <ul style="list-style-type: none">• 710 t d'issues de céréales proviennent d'Espagne (par biogaz sourcing 2)• 76 t de viscères de volailles, 7 t de sang proviennent de Vaiges en Mayenne• tonnages divers fournis par poultry feed company d'origine de charmille (à confirmer si en zone de chalandise)• des tonnages réguliers de glycérine dont la classification reste à préciser, proviennent d'Espagne et de France. Ces entrées ne sont pas comprises dans la zone de chalandise autorisée pour BIOPOMMERIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 14 jours

N° 4 : Conditions d'admission des déchets et matières traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 14
Thème(s) : Autre, caractérisation préalable des matières
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise. Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant. L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes : - source et origine de la matière ; <ul style="list-style-type: none">- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1774-2002, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1774-2002, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;- son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ; - les conditions de son transport ;- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.
Constats :

L'exploitant a produit un récapitulatif des intrants du 18/11/2023 au 18/11/2024. La nature de la matière, son tonnage et son origine y sont indiqués. Le reste de l'information préalable n'a pas été examiné mais reste à préciser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <i>Demande de justificatif à l'exploitant</i>
Proposition de délais : <i>2 mois</i>

N° 5 : Conditions d'admission des déchets et matières traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 15
Thème(s) : Autre, matières de caractéristiques constantes dans le temps
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, l'information préalable mentionnée à l'article 14 est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé. Dans le cas de traitement de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 ou à celui du 2 février 1998 modifié, et l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description du procédé conduisant à leur production ; - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ; - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration; - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année. <p>Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.</p> <p>Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a produit un récapitulatif des intrants du 18/11/2023 au 18/11/2024. La nature de la matière, son tonnage et son origine y sont indiqués.</p> <p>Le complément éventuel à l'information préalable (cf point de contrôle précédent) et concerné par l'article 15 de l'arrêté du 10 novembre 2009 n'a pas été examiné mais reste à préciser.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <i>Demande de justificatif à l'exploitant</i>
Proposition de délais : <i>2 mois</i>

N° 6 : Conditions d'admission des déchets et matières traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 16
Thème(s) : Autre, enregistrement lors de l'admission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : 1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de</p>

l'environnement

susvisé ;

2. La date de réception ;

3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par

l'exploitant ;

4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;

5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été

préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;

6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de réception

délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ;

7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;

8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;

9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue

des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le préfet peut ne pas exiger les informations prévues aux points 6, 7 et 8 ci-dessus pour les matières végétales et effluents d'élevage issus de l'exploitation qui alimente une installation relevant de la rubrique 2781-1.

Constats :

L'exploitant a produit un récapitulatif des intrants du 18/11/2023 au 18/11/2024. La nature de la matière, son tonnage et son origine y sont indiqués.

Le détail des enregistrements n'a pas été examiné et reste donc à préciser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande de justificatif à l'exploitant**

Proposition de délais : **2 mois**